



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 12 décembre 2022

Chine continentale

Conjoncture ([ici](#))

Covid : des contaminations au plus haut après l'abandon de la politique 0-Covid, le système hospitalier semble tenir

Conjoncture : les indicateurs d'activité du mois de novembre déçoivent et montrent un ralentissement de l'activité

Immobilier : poursuite du ralentissement du secteur sur les onze premiers mois

Politique économique : publication d'un plan dédié à « l'expansion de la demande domestique » sur la période 2022-2035

Politique budgétaire : la Chine a émis 750 Mds RMB d'obligations souveraines spéciales

Crédit et masse monétaire : ralentissement de la croissance du TSF, au-delà des prévisions du marché

Banque et finance ([ici](#))

Marchés boursiers : baisse des marchés cette semaine

Echanges et politique commerciale ([ici](#))

Relations Chine - Etats-Unis : la Chine dépose une plainte auprès de l'OMC en réponse aux sanctions américaines, et annonce un plan massif de financement de son industrie des semi-conducteurs

Relations Chine - Etats-Unis : les autorités américaines ajoutent 35 sociétés chinoises sur la liste des entités

Relations Chine - Taiwan : Rhodium alerte des conséquences économiques « immenses » qu'engendrerait un conflit entre la Chine et Taiwan

Industrie et numérique ([ici](#))

Blockchain : la Chine et la Malaisie ont signé un accord pour construire le premier nœud international du réseau Xinghuo Chain

Automobile : les constructeurs chinois gagnent des parts de marché en Russie

Développement durable, énergie et transports ([ici](#))

Transport aérien : triplement du trafic domestique suite à la levée des restrictions de déplacement interprovincial

Biodiversité : alors que les négociations lors de la COP15 restent difficiles, le segment de haut niveau pourrait permettre des déblocages

Energie : Le rapport de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) prévoit que la Chine contribue à la moitié de l'augmentation en capacités d'énergies renouvelables entre 2022 et 2027

Energie / Climat : Coopération énergétique et climatique renforcée entre la Chine et l'Arabie Saoudite à l'issue de la visite de Xi Jinping en Arabie Saoudite

Climat / Biodiversité : Sujets climat et biodiversité évoqués lors de l'entretien Charles Michel / Xi Jinping le 1^{er} décembre

Energie : La China National Offshore Oil Corporation met en opération le premier projet de capture de carbone offshore en Chine

Hong Kong et Macao ([ici](#))

Hong Kong

Covid-19 : les voyageurs arrivant à Hong Kong peuvent désormais se rendre dans tous les lieux publics dès leur arrivée sur le territoire

Présence étrangère à Hong Kong : le nombre de filiales étrangères a diminué de 0,8 % à 8 978 en un an

Politique monétaire : la HKMA relève son taux directeur de 0,5 point, en conséquence d'une nouvelle remontée des taux directeurs de la FED

Macao

Tourisme : hausse du nombre de visiteurs de 76,8 % en g.a. en octobre

Taiwan ([ici](#))

Deux rives : nouvelles suspensions sur les exportations taïwanaises de produits agroalimentaires vers la Chine

Deux rives : une délégation taïwanaise du CSCS en visite à Beijing

Eolien en mer : le Bureau de l'énergie annonce la liste des six développeurs vainqueurs d'un AO portant sur une tranche de 3 GW

Energie : nouveaux amendements à la loi de 2016 sur l'énergie

Industrie : Les actions du fabricant de vélo Giant plongent après une demande de report de paiements

Chine continentale

Conjoncture

Covid : des contaminations au plus haut après l'abandon de la politique 0-Covid, le système hospitalier semble tenir

Le nombre de cas de Covid-19 en Chine continue d'exploser. Dans certaines zones urbaines (Pékin, Shanghai, Canton...), de sources informelles, le taux de contamination serait très élevé (de l'ordre de 20 % ou 30 % de la population). Les données officielles ne sont plus crédibles du fait de l'abandon des tests PCR généralisés (à peine 2000 cas officiellement recensés pour le jeudi 15 décembre).

Les hospitalisations sont en hausse : jeudi 15 décembre au soir, près de 200 personnes étaient prises en charge dans une unité de soin intensif (soit +37 % depuis dimanche). Toutefois, aucun nouveau décès attribué au Covid-19 n'a été recensé par les autorités depuis le 3 décembre. Certains articles de presse font état d'une pression grandissante sur les hôpitaux, contraints à faire travailler leur personnel infecté.

Les autorités poursuivent leurs efforts pour essayer de rattraper leur retard sur la vaccination. Ainsi, le nombre de doses administrées quotidiennement a atteint mardi 1,43 million, bien au-delà du rythme moyen enregistré en novembre (environ 100 000 à 200 000 injections par jour).

Un objectif de 90 % des personnes au-delà de 60 ans ayant un schéma vaccinal complet d'ici la fin janvier aurait été fixé par les autorités. Par ailleurs, une campagne pour l'administration d'une seconde dose de rappel aux personnes appartenant à des groupes à risque (âgées de plus de 60 ans, avec des maladies chroniques, etc.) va être [lancée](#).

Conjoncture : les indicateurs d'activité du mois de novembre déçoivent et montrent un ralentissement de l'activité

Au mois de novembre, les principaux indicateurs d'activité de l'économie chinoise témoignent d'un net ralentissement, sous l'effet d'une circulation épidémique qui a atteint un niveau inédit.

En novembre, la croissance de la [production industrielle](#) (en valeur ajoutée) ralentit à 2,2 % en g.a. (contre 5 % en octobre), au plus bas depuis le mois de mai. Le secteur automobile, qui était l'un des moteurs de la croissance industrielle chinoise ces derniers mois, voit sa croissance significativement ralentir, à 4,9 % en g.a. (contre 18,7 % en octobre). L'industrie minière progresse de 5,9 % en g.a., contre 2 % pour l'industrie manufacturière et l'industrie de production et de distribution d'électricité, de chauffage, de gaz et d'eau. Sur les onze premiers mois de l'année, la valeur ajoutée de la production industrielle progresse de 3,8 % (contre 4 % de janvier à octobre).

Les [ventes au détail](#) se contractent fortement de 5,9 % en g.a., en novembre (contre -0,5 % en octobre).

En glissement mensuel, les ventes diminuent de 0,68 %. Le dynamisme du secteur automobile atténue la baisse des ventes de détails, qui se contractent de 0,9 % hors ventes automobiles. Le secteur de la restauration est

fortement affecté et enregistre une contraction de 8,4 % en g.a. Sur les onze premiers mois de l'année, les ventes au détail reculent de 0,1 % en g.a.

En novembre, la croissance des [investissements bruts en capital fixe](#) recule légèrement, à 5,3 % en g.a. sur les onze premiers mois de l'année (contre 5,8 % de janvier à octobre). Les investissements dans les infrastructures accélèrent légèrement (+8,9 % sur onze mois). La divergence entre les investissements privés et publics perdure : +10,2 % sur onze mois pour l'investissement public (contre 10,8 % de janvier à octobre) mais seulement +1,1 % pour l'investissement privé (contre 1,6 % de janvier à octobre).

En novembre, le [taux de chômage](#) en zone urbaine augmente légèrement à 5,7 % (contre 5,5 % le mois précédent). Le taux de chômage des jeunes diminue légèrement, mais se maintient à un niveau très élevé, à 17,1 % (contre 17,9 % en octobre).

Nota Bene : Le taux de chômage urbain ne reflète que très imparfaitement le marché du travail, n'intégrant qu'imparfaitement les données relatives aux travailleurs migrants, qui jouent le rôle de variable d'ajustement du marché du travail. Le taux de chômage à l'échelle du pays n'est pas calculé par le Bureau national des statistiques.

Immobilier : poursuite du ralentissement du secteur sur les onze premiers mois

Sur les onze premiers mois de l'année, les [investissements immobiliers](#) se contractent de 9,8 % en g.a. (contre -8,8 % de janvier à octobre). En particulier, la contraction des investissements immobiliers résidentiels poursuit son accélération, à -9,2 % (contre -8,3 %).

S'agissant des [ventes immobilières](#), en termes de superficie vendue, leur chute s'accroît légèrement, à -23,3 %, avec en particulier une baisse de 26,2 % pour les ventes de logements résidentiels. La tendance est analogue en termes de chiffre d'affaires, avec une chute de -26,6 % (contre -26,1 % de janvier à octobre), avec une contraction pour les ventes de logements résidentiels de -28,4 %. S'agissant des nouveaux projets de construction, la superficie des mises en chantier de logements neufs diminue de 39,5 % (contre -38,5 % de janvier à octobre). La stabilisation relative des taux de croissance cumulés pour les ventes immobilières s'explique en partie par l'effet de base du second semestre 2021, durant lequel la contraction avait déjà débuté.

Les fonds (toutes sources de financement confondues) dont disposent les promoteurs immobiliers sont en contraction de 25,7 % de janvier à novembre (contre -24,7 % sur les dix premiers mois). Parmi les mesures de soutien au secteur dévoilées mi-novembre ([voir les Brèves du SER de Pékin de la semaine du 14 novembre](#)), l'encouragement à octroyer de nouveaux financements aux développeurs « sains » constitue un élément essentiel.

Concernant les [prix immobiliers](#), en novembre les prix continuent de baisser d'un mois sur l'autre dans le neuf et l'ancien dans la très grande majorité des 70 principales villes du pays (51 villes pour l'immobilier neuf, contre 58 en octobre, et 62 pour l'ancien, stable par rapport au mois précédent). La tendance est similaire pour l'évolution en glissement annuel.

Seules les villes de rang 1 (c'est-à-dire Pékin, Shanghai, Canton et Shenzhen) résistent, avec une hausse des prix en glissement annuel dans le neuf comme l'ancien (de respectivement +2,5 % et +1,2 %). A noter que, dans

l'ancien, cette tendance est tirée par l'attractivité de Pékin et Shanghai, qui enregistrent des hausses des prix dans l'ancien de respectivement 5,2 % et 4,1 % en g.a., alors que Canton et Shenzhen voient leurs prix se contracter de respectivement 0,3 % et 3,6 % sur un an.

Dans les villes de rang 2, les prix diminuent sur un an de 1,2 % pour le neuf et 3,2 % pour l'ancien. Pour les villes de 3^{ème} rang, les baisses sont de 3,9 % dans le neuf et 4,8 % dans l'ancien.

Politique économique : publication d'un plan dédié à « l'expansion de la demande domestique » sur la période 2022-2035

Le Comité central du PCC et le Conseil des affaires d'Etat ont publié le 14 décembre un [« Schéma de planification stratégique pour l'expansion de la demande domestique \(2022-2035\) »](#).

Les objectifs à horizon 2035 sont notamment :

- L'expansion de la demande intérieure et de l'investissement
- L'industrialisation, l'informatisation et l'urbanisation ainsi que la modernisation agricole
- Accroître la compétitivité export de la Chine

Les principaux objectifs pour la période du 14^{ème} plan quinquennal (à remplir d'ici 2025) sont :

- « investir dans la consommation ».
- Améliorer la répartition des revenus. La « prospérité commune » est de nouveau mentionnée.
- Améliorer la qualité de l'offre et mieux répondre à la demande intérieure.
- Fluidifier le circuit économique. Continuer d'améliorer l'efficacité des politiques visant à accroître la demande intérieure.

Les principaux points sectoriels :

- Renforcer la confiance sur le marché immobilier, avec la réitération de la politique de lutte contre la spéculation immobilière, la volonté affichée de stabiliser les prix, avec un accent mis sur les plus grandes villes. Le secteur locatif est aussi mentionné, et le développement de la maison intelligente
- Promouvoir le développement de groupes d'industries émergentes stratégiques à l'échelle nationale et construire des bases pour ces industries.
- Améliorer l'environnement concurrentiel dans les services, pour améliorer la qualité de l'offre. Le tourisme (promotion de Hainan notamment), les services à la personne (notamment aux plus âgés), la santé, l'éducation, le sport sont mentionnés.
- Accélérer la transformation numérique et la mise à niveau des industries traditionnelles.
- Augmenter le niveau de sécurité et d'intelligence des réseaux électriques. Accélérer la construction de grands oléoducs et gazoducs nationaux.
- Libérer le potentiel de consommation liée aux déplacements. Renforcer les installations d'accompagnement telles que les parkings, les bornes de recharge, les centrales électriques et les stations de ravitaillement en hydrogène. Faciliter les transactions de voitures d'occasion.

- Améliorer le système de distribution des dividendes des sociétés par actions, en particulier les sociétés cotées. Innover davantage de produits financiers répondant aux besoins de la gestion du patrimoine familial.
- Développer activement l'industrie médicale chinoise

Politique budgétaire : la Chine a émis 750 Mds RMB d'obligations souveraines spéciales

Le 12 décembre, la Chine a [émis](#) 750 Mds RMB (108 Mds USD) d'obligations souveraines spéciales à trois ans auprès des banques nationales désignées sur le marché obligataire interbancaire, visant à « soutenir le développement économique et social ». Il s'agit d'un renouvellement des obligations émises en 2007 et qui arrivaient à échéance le 12 décembre (celles-ci visaient en 2007 à capitaliser le fonds souverain nouvellement créé *China Investment Corp.*)

Historiquement, outre 2007, la Chine a émis des obligations souveraines spéciales en 1998 (270 Mds RMB) pour compléter le capital de ses quatre plus grandes banques commerciales d'Etat et en 2020 (1 000 Mds RMB) pour lutter contre la pandémie de Covid-19.

Crédit et masse monétaire : ralentissement de la croissance du TSF, au-delà des prévisions du marché

[La croissance de l'encours de financement de l'économie \(« Total social financing », TSF\)](#) continue de ralentir à +10 % en g.a. en novembre (contre +10,3 % en g.a. en octobre), cet encours s'établissant à 343 190 Mds RMB. Cette évolution est principalement due au fléchissement de l'encours des obligations d'entreprises (+6,3 % en g.a. en novembre contre +7,8 % en g.a. en octobre, beaucoup de sociétés ayant annulé leurs émissions d'obligations en novembre dans un contexte du bouleversement du marché obligataire) et de l'encours des obligations gouvernementales (+15,4 % en g.a. en novembre contre +16 % en g.a. en octobre, la plupart des *special purpose bonds* ont été émises avant fin août cette année, alors que normalement les SPB étaient exigées à s'utiliser avant fin novembre dans les années précédentes).

En ce qui concerne la croissance du composant principal du TSF (qui représente 61,5 % du total) - l'encours des crédits bancaires, elle s'établit à +10,8 en g.a. en novembre (contre +10,9 % en g.a. en octobre). Dans le détail, les banques ont accordé 1210 Mds RMB de nouveaux prêts en RMB en novembre (contre +615 Mds RMB en octobre). Concrètement :

- i) Les crédits bancaires aux entreprises à moyen et long terme augmentent fortement de 737 Mds RMB en novembre (contre +462 Mds RMB en octobre et +342 Mds RMB en novembre 2021), principalement en raison du soutien des autorités chinoises au financement bancaire aux développeurs immobiliers
- ii) Les nouveaux crédits bancaires aux ménages à moyen et long terme (notamment les prêts hypothécaires) augmentent de 210 Mds RMB en novembre (contre +33 Mds RMB en octobre), mais restent encore au niveau faible par rapport à la même période de l'année précédente (+582 Mds RMB en novembre 2021).

En novembre, l'agrégat de masse monétaire M2 croît de 12,4 % en g.a. (contre +11,8 % en g.a. en octobre) et l'agrégat M1 de +4,6 % en g.a. (contre +5,8 % en octobre). L'élargissement de cet écart entre M2 et M1 est alimenté notamment par la croissance importante des dépôts des ménages à long terme, à +2 250 Mds RMB en novembre (contre -510 Mds RMB en octobre).

Banque et finance

Marchés boursiers : baisse des marchés cette semaine

Cette semaine, les marchés chinois ont connus des dégagements. En revanche, les *Stock Connects* ont enregistré au total 5,7 Mds RMB de flux de capitaux entrants nets transfrontaliers.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50	BSE 50
Entre le 12 et le 16 décembre	-1,1%	-1,2%	-1,8%	-1,9%	-2,4%	-0,7%
Depuis le 1er décembre	2,6%	0,5%	1,7%	1,2%	-2,2%	-3,0%
Depuis le 1er janvier	-20,0%	-13,0%	-24,0%	-28,6%	-30,1%	-

BSE 50, nouvel indice de la Bourse de Pékin, a été lancé en novembre 2022.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Relations Chine - Etats-Unis : la Chine dépose une plainte auprès de l'OMC en réponse aux sanctions américaines, et annonce un plan massif de financement de son industrie des semi-conducteurs

Le 12 décembre, le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) a [annoncé](#) que la Chine avait déposé une demande de règlement de différend auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en réponse au [durcissement](#) par l'administration américaine du contrôle-export de multiples composants technologiques en octobre 2022 ([voir les brèves du SER de Pékin du 10 octobre 2022](#)).

La Chine et les Etats-Unis ont par conséquent [entamé](#) la [phase de consultations](#) se tenant au cours des 60 jours suivant le dépôt d'une plainte auprès de l'OMC ; en l'absence d'un accord à l'amiable entre les deux parties, la Chine pourra demander la mise en place d'un panel à l'OMC. L'Organe de règlement des différends de l'OMC demeure toutefois bloqué par le refus de l'administration américaine depuis 2016 de nommer de nouveaux juges à l'organe d'appel de l'OMC¹.

Les autorités chinoises accusent les Etats-Unis de généraliser le concept de sécurité nationale et d'abuser des mesures de contrôle export, perturbant les chaînes de valeur mondiales ; cette actualité a fait la une du [China Daily](#) du 14 décembre. Le 15 décembre, la [presse russe](#) aurait parallèlement rapporté une rumeur selon laquelle les autorités chinoises ont interdit l'exportation de processeurs basés sur l'architecture LoongArch de l'entreprise chinoise Loongson Technology Corp, considérant cette technologie comme étant d'une « importance stratégique ».

L'administration américaine [prétend](#) pour sa part que l'OMC n'est pas le forum adapté pour débattre de ces problématiques, les mesures attaquées ayant trait à la sécurité nationale des Etats-Unis. Selon [Bloomberg](#), les Pays-Bas et le Japon prévoieraient également d'interdire l'exportation de machines de fabrication de semi-conducteurs de 14nm (ou plus avancés), dans la lignée des restrictions introduites par les Etats-Unis en octobre ([voir les brèves du SER de Pékin du 5 décembre 2022](#)). Ces rumeurs viennent corroborer les déclarations du Sous-secrétaire américain au Commerce en charge du contrôle-export Alan Estevez, qui [s'est dit](#) confiant sur la capacité des États-Unis à obtenir un alignement de pays alliés sur les mesures américaines de contrôle-export dans le secteur des semi-conducteurs adoptées le 7 octobre, sans avoir toutefois nommé de pays spécifiques ni précisé de calendrier.

Ce dépôt de plainte intervient après la [décision](#) de l'OMC du 9 décembre selon laquelle les [tarifs douaniers](#) américains en vigueur depuis mars 2018 sur les produits en acier et en aluminium (notamment en provenance de Chine) au titre de la section 232 étaient contraires aux règles de l'OMC.

¹ L'administration Obama s'était opposée à la nomination d'un juge pour des motifs relatifs à la personne de ce dernier, tandis que l'administration Trump a refusé de nommer de nouveaux juges à cause d'un désaccord plus général avec l'organisation. L'organe d'appel, nécessitant la présence d'au moins 3 des 7 juges prévus par les textes, a donc cessé d'opérer le 10 décembre 2021 après que les mandats de deux juges sont arrivés à leur terme. Les Etats-Unis ne sont pas membre du Multi-Party Interim Appeal Arbitration Arrangement (MPIA), crée en mars 2020 par l'UE et 22 autres membres de l'OMC (dont la Chine), un organe d'appel alternatif permis par [l'article 25](#) du Memorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends.

[Selon des informations de Reuters, en annonçant des mesures de financements à hauteur de 143 milliards de dollars](#), le gouvernement central chinois continue de soutenir son industrie nationale dans le domaine des semi-conducteurs. Il s'agirait d'une réponse massive de Pékin aux restrictions d'exportations technologiques américaines prononcées par Washington entre août et octobre 2022. Depuis la mise en cause, à l'été 2022, de responsables du Grand Fonds – chargé d'alimenter l'industrie en financements, les autorités chinoises sont actuellement dans une phase de restructuration de l'ensemble de la gouvernance de son industrie des puces. Ainsi, ces mesures de soutien – très attendues par les acteurs industriels chinois – démontrent la détermination du gouvernement à s'extirper des dépendances étrangères par des subventions massives octroyées à son industrie nationale. Ces subventions devraient surtout bénéficier aux projets d'investissements dans des nouvelles capacités de fonderie, et donc doper la demande pour les équipements de production chinois, tels que ceux produits par Naura ou AMEC.

[Huawei va jouer un rôle](#) important quant aux ambitions d'autosuffisance de Pékin en matière de semi-conducteurs. Fort d'un potentiel soutien financier de 56 milliards de dollars, Huawei veut [investir](#) progressivement sur tous les segments pour créer un écosystème national de circuits intégrés dans les prochaines décennies.

Relations Chine - Etats-Unis : les autorités américaines ajoutent 35 sociétés chinoises sur la liste des entités

Le 15 décembre, le bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) du département du Commerce américain a [annoncé](#) l'ajout sur sa liste des entités (*Entity List*) de 35 sociétés chinoises² ainsi que la filiale d'une société chinoise (YMTC) basée au Japon (Yangtze Memory Technology (Japan) Inc.). Cette mesure interdit les entreprises américaines de commercer avec les entités visées sans l'obtention préalable d'une licence auprès du département du Commerce. Le ministère chinois des affaires étrangères a [accusé](#) les Etats-Unis de « coercition et d'intimidation économique flagrante », et a fait part de sa détermination pour « résolument sauvegarder les droits et intérêts des entreprises et des institutions chinoises ».

Relations Chine - Taiwan : Rhodium alerte des conséquences économiques « immenses » qu'engendrerait un conflit entre la Chine et Taiwan

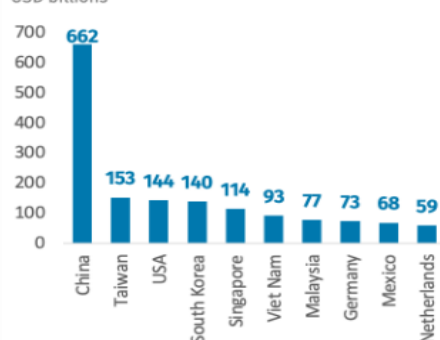
Le 14 décembre 2022, Rhodium a publié une [note](#) estimant le coût économique d'un conflit autour de Taiwan à plus de 2000 Mds USD, avant même l'introduction de sanctions économiques ou d'une réponse militaire.

² Anhui Cambricon Information Technology Co., Ltd.; AVIC Research Institute for Special Structures of Aeronautical Composites; AZUP International Group Co., Ltd.; Beijing HiFar Technology Co., Ltd.; Beijing Machinery Industry Automation Research Institute Co., Ltd.; Beijing UniStrong Science & Technology Co., Ltd.; Beijing Vision Strategy Technology Co., Ltd.; Cambricon (Hong Kong) Co., Ltd.; Cambricon (Kunshan) Information Technology Co., Ltd.; Cambricon Jixingge (Nanjing) Technology Co., Ltd.; Cambricon (Nanjing) Information Technology Co., Ltd.; Cambricon Technologies Corporation Limited; Cambricon (Xi'an) Integrated Circuit Co., Ltd.; CETC Cloud (Beijing) Technology Co., Ltd.; CETC LES Information System Group Co., Ltd.; China Electronics Technology Group Corporation No. 28 Institute; Chinese Academy of Sciences Institute of Computing Technology; Guangdong Qinzhi Technology Research Institute Co., Ltd.; Hefei Core Storage Electronic Ltd.; Key Laboratory of Information Systems Engineering; Nanjing Aixi Information Technology Co., Ltd.; Nanjing LES Cybersecurity and Information Technology Research Institute Co., Ltd.; Nanjing LES Electronic Equipment Co., Ltd.; Nanjing LES Information Technology Co., Ltd.; PXW Semiconductor Manufactory Co., Ltd.; Shanghai Cambricon Information Technology Co., Ltd.; Shanghai Integrated Circuit Research and Development Center; Shanghai Micro Electronics Equipment (Group) Co., Ltd.; Shanghai Suowei Information Technology Co., Ltd.; Suzhou Cambricon Information Technology Co., Ltd.; System Equipment Co., Ltd. of the 28 Research Institute (Liyang); Tianjin Tiandi Weiye Technologies Co., Ltd.; Xiong'an Cambricon Technology Co., Ltd.; Yangtze Memory Technologies Co., Ltd.; et Zhongke Xinliang (Beijing) Technology Co., Ltd.

Tablant sur l'hypothèse d'un blocus, le scénario se veut « très conservateur » et « simplifié », et ne vise qu'à identifier les coûts immédiats résultant de l'interruption des échanges entre Taiwan et le reste du monde (922 Mds USD d'échanges avec le reste du monde en 2021). Malgré ces précautions, les auteurs alertent des conséquences « immenses » que constitueraient la perturbation de l'approvisionnement mondial semiconducteurs (Taiwan assure 92 % de la production mondiale des semiconducteurs de moins de 10nm ; 30 % à 50 % des puces moins sophistiquées) pour les secteurs en aval (automobile, électronique, informatique), pour lesquels la perte pourrait s'élever à 1 600 Mds USD. Une telle perturbation causerait également des pénuries de biens critiques pour l'agriculture, l'exploitation minière, les équipements médicaux, et les télécommunications.

Les auteurs anticipent **(i)** une forte dépréciation du RMB en conséquence d'une fuite de capitaux de Chine, malgré le contrôle des capitaux ; **(ii)** vente massive d'obligations chinoises sur les marchés financiers, entraînant une baisse de leur valeur nominale (en juin 2022, investisseurs étrangers détenaient plus d'un billion de dollars en obligations et actions chinoises onshore, et plus de 775 milliards de dollars en offshore listées aux Etats-Unis en septembre 2022) ; **(iii)** réduction des IDE et des prêts chinois, handicapant le refinancement de pays fortement endettés auprès d'elle ; **(iv)** boycott d'entreprises étrangères, en Chine ou à l'étranger, en fonction de leur posture adoptée vis-à-vis du conflit ; **(v)** la réduction des IDE taiwanais entrants et sortants (près de 18 Md\$ par an) et fuite de capitaux de l'île ; **(vi)** baisse des importations chinoises, fragilisant en particulier les économies en voie de développement ; **(vii)** réduction du financement-export perturbant 270 Mds USD d'échanges entre la Chine et le reste du monde, avant même l'introduction de sanction économiques.

FIGURE 1
Total ICT Exports, 2019
USD billions



Source: UNCTAD, OECD.

FIGURE 2
Total Automotive Production, 2018
USD billions

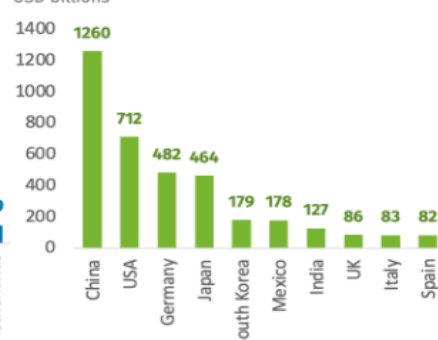


FIGURE 3
Automotive Value-Added Share of GDP, 2018
USD billions



Source: UNCTAD, OECD.

FIGURE 4
ICT Exports as Share of Total Exports, 2019
Percent

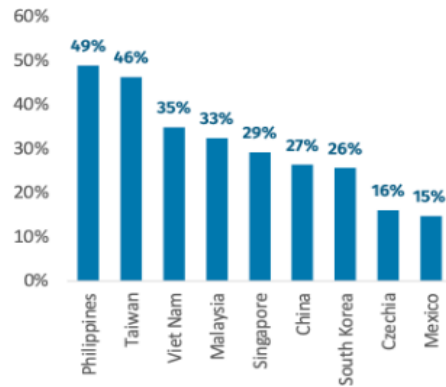
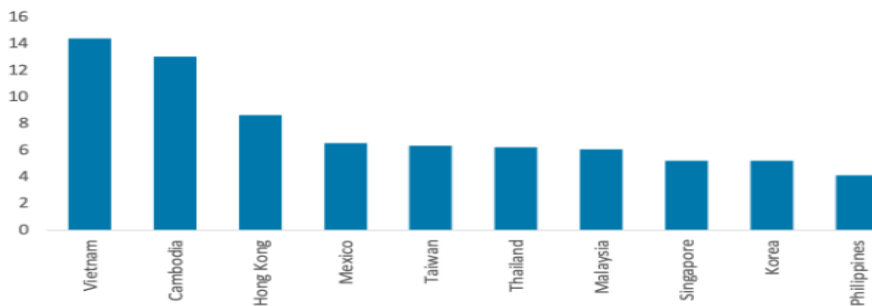


Figure 5
Value Added from China in Partner Country Exports, 2018
Percent



OECD Trade in Value Added Database (2021 ed.)

Figure 6
Share of Mining Equipment Imported from China among Mining-Dependent Economies

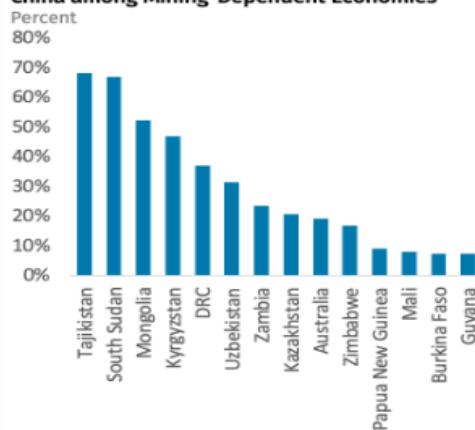
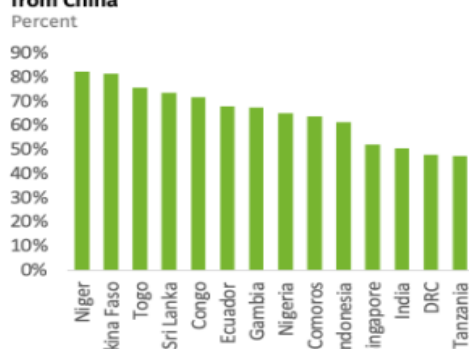


Figure 7
Share of Harvesting Equipment Imported from China



Industrie et numérique

Blockchain : la Chine et la Malaisie ont signé un accord pour construire le premier nœud international du réseau Xinghuo Chain

Le 17 novembre 2022, la Chine et la Malaisie ont signé un [accord](#) pour construire le premier nœud international du réseau Xinghuo Chain. Pour mémoire, Xinghuo Chain est un projet de blockchain supervisé par le *think tank* CAICT, affilié au ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT). Il s'agit de la principale blockchain chinoise pour les applications industrielles et commerciales. De façon générale, les projets chinois de blockchain restent sous le contrôle du gouvernement, qui les recense régulièrement par l'intermédiaire de l'Administration chinoise du Cyberspace (CAC).

Les architectes de ce nouveau projet entre la Chine et la Malaisie espèrent qu'il permettra la mise en place de services commerciaux bilatéraux, en facilitant la traçabilité des marchandises, la vérification de l'identité ou encore le financement de la chaîne d'approvisionnement. Le nœud construit en Malaisie vise à constituer, à terme, un point de départ pour le déploiement de l'offre de services de Xinghuo Chain vers l'ASEAN. En septembre dernier, la CAICT avait d'ailleurs publié un document sur le renforcement du commerce numérique entre la Chine et l'ASEAN. Ce document recommandait notamment la mise en place d'un système numérique régional de gestion de la chaîne d'approvisionnement. Le partenariat développé entre la Chine et la Malaisie apparaît ainsi comme une première étape en ce sens.

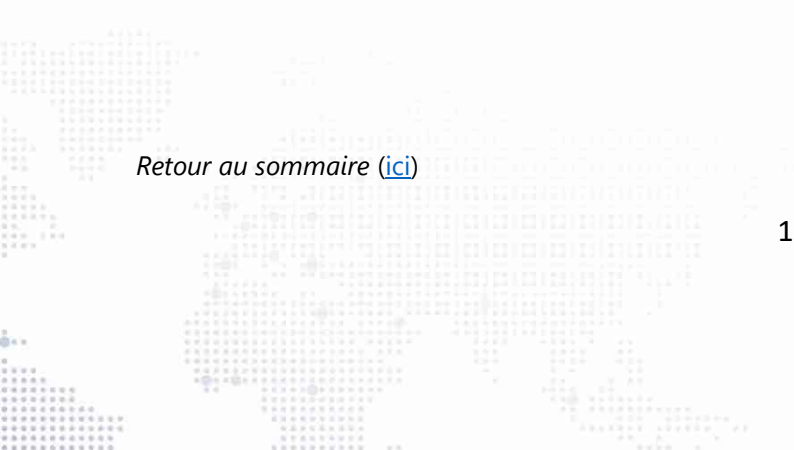
En Chine, la blockchain bénéficie d'un important soutien gouvernemental depuis 2016, où elle a été présentée comme une « technologie de frontière stratégique » dans le 13^{ème} plan quinquennal. Cette importance a été confirmée en octobre 2019, lorsque Xi Jinping a appelé à faire de son développement une stratégie nationale. En avril 2020, l'initiative Blockchain Service Network (BSN) [avait été lancée](#) dans le but de rendre interopérable différentes solutions de blockchain selon un modèle centralisé « contrôlé par la Chine » d'après les conclusions des livres blancs présentés à l'époque.

Automobile : les constructeurs chinois gagnent des parts de marché en Russie

D'après [Reuters](#), les ventes de véhicules particuliers fabriqués par des constructeurs chinois ont atteint 16 138 unités en Russie en novembre 2022 pour une part de marché estimée à 31,3 %. Il s'agit d'une nette progression par rapport à janvier 2022, où les ventes étaient presque deux fois moins élevées (8 235 unités vendues) et la part de marché nettement moindre (9,6 %). Cette évolution se produit alors que les ventes de véhicules particuliers et de véhicules commerciaux légers connaissent un important déclin en Russie (-61 % en g.a.), notamment sous l'effet des sanctions occidentales. Désormais, le marché de l'automobile tend à se partager entre les marques russes et les marques chinoises.

Les liens entre la Chine et la Russie s'étendraient également en amont de la chaîne de valeur, via la fourniture de composants et l'assistance technique. La marque russe Moskvich, relancée en novembre dernier, [bénéficierait](#) ainsi d'un partenariat avec le constructeur chinois JAC (toutefois non confirmé par le responsable de l'usine Moskvich).

Depuis le début de la guerre en Ukraine, les interactions économiques entre la Chine et la Russie ont augmenté dans de nombreux secteurs, notamment l'électronique ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 19 septembre 2022](#)), les semi-conducteurs ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 10 octobre 2022](#)) ou encore le e-commerce ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 5 décembre 2022](#)).



Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Transport aérien : triplement du trafic domestique suite à la levée des restrictions de déplacement interprovincial

Les annonces ces dernières semaines d'un relâchement des mesures sanitaires, formalisées le 7 décembre dernier par la publication des 10 directives d'ajustement de la politique de prévention et de contrôle de l'épidémie de Covid-19 ([voir les brèves du SER de Pékin du 5 décembre 2022](#)), ont suscité un fort regain d'intérêt pour les déplacements interprovinciaux avec une [augmentation de 350% des recherches de billets pour les liaisons intérieures](#) sur une semaine et un quasi triplement des vols domestiques constaté depuis le début du mois.

D'après les données du site Variflight.com, 7 333 vols domestiques ont été enregistrés le 15 décembre contre 2 592 le 29 novembre, soit une augmentation de 183%. Ceci permet au trafic intérieur, en l'espace de deux semaines, de renouer avec son niveau de 2021 et d'atteindre 63% du niveau de 2019. Cette augmentation est d'autant plus forte dans les villes où les restrictions de déplacements dues à la circulation du virus étaient importantes, comme à Pékin (+194% à l'aéroport de Pékin-Daxing sur la même période) ou Canton (+233% à l'aéroport de Canton-Baiyun).

Concernant le trafic international, malgré la circulation de nombreuses rumeurs quant à une possible réduction de la durée de quarantaine, aucune annonce officielle d'ajustement des mesures sanitaires aux frontières n'a encore été publiée. Le trafic est resté relativement stable, avec 207 vols le 15 décembre contre 193 le 1^{er} décembre, soit une augmentation de 7% en deux semaines et un niveau équivalent à 8% de celui de 2019. On constate malgré tout une augmentation progressive mais significative des vols internationaux sur le second semestre 2022, avec environ 1 300 vols par semaine à la mi-décembre contre 500 à la mi-juin (+160%).

Biodiversité : alors que les négociations lors de la COP15 restent difficiles, le segment de haut niveau pourrait permettre des déblocages

Alors que la cinquième réunion du groupe de travail à composition illimitée (OEWG-5) s'était achevée sur un projet de texte comportant encore de nombreux crochets, c'est-à-dire des éléments non encore agréés, la première semaine de négociations entre les Parties montre que la route est encore longue jusqu'à l'adoption du futur cadre mondial pour la biodiversité. Seules 5 cibles sur 22 sont consensuelles.

Les négociations se cristallisent notamment autour de la question des financements (montants de l'aide des pays développés vers les pays en développement, création d'un fonds mondial dédié à la biodiversité) ; des pays en développement [ayant notamment claqué la porte des négociations](#) dédiées à ce sujet mardi soir. A ce stade, la cible 19 évoque des financements de toutes sources (publics, privés, nationaux et internationaux), d'un montant de 200 milliards USD par an à mobiliser d'ici 2030. Les discussions sur la restauration des espaces dégradés (cible 2), l'objectif «30 x 30» d'aires marines et terrestres protégées (cible 3), la gestion durable des systèmes productifs (cible 10), et le séquençage numérique des informations génétiques sont également difficiles, et feront sans doute l'objet de négociations à haut niveau.

Le segment à haut niveau s'est ouvert le jeudi 15 décembre, avec notamment [un discours à distance de Xi Jinping](#), lors duquel le président chinois a rappelé les initiatives chinoises du fond de Kunming et de la coalition pour le verdissement des routes de la Soie. D'après la présidence chinoise, 126 ministres, 77 vice-ministres de 140 Parties à la convention, ainsi que 60 chefs d'organisations internationales sont présents pour ce segment à haut niveau. La France y est représentée par M. Béchu (ministre de la Transition Ecologique), Mme Couillard (secrétaire d'Etat à l'Ecologie), M. Berville (secrétaire d'Etat à la Mer) et Mme Zacharopoulou (secrétaire d'Etat au Développement). Le segment de haut niveau, censé débloquer les négociations les plus difficiles pour permettre une adoption du cadre mondial post-2020, durera jusqu'au 17 décembre, et la COP jusqu'au 19 décembre.

Energie : Le rapport de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) prévoit que la Chine contribue à la moitié de l'augmentation en capacités d'énergies renouvelables entre 2022 et 2027

L'AIE a publié son rapport [Renouvelables 2022](#), qui prévoit une forte croissance des énergies renouvelables (EnR) dans les 5 prochaines années (période 2022-2027), due à deux facteurs principaux : dans un contexte de crise énergétique causée par la guerre en Ukraine, les EnR ont l'avantage d'être garantes de sécurité énergétique et sont plus compétitives face à l'envolée des prix des énergies fossiles.

Capacités installées d'EnR :

- Les capacités installées en renouvelables devraient augmenter de 2 400 GW en 5 ans (c'est-à-dire autant qu'entre 2001 et 2021), pour atteindre un total de 5 640 GW en 2027. Cette augmentation, équivalente à la capacité installée totale en Chine, est expliquée pour moitié par la contribution de la Chine, grâce à ses cibles EnR ambitieuses, ses réformes de marché et le soutien des gouvernements provinciaux au développement des EnR. Dans son scénario accéléré, l'AIE prévoit même une augmentation de 2 950 GW de capacités EnR.
- Les additions annuelles en capacités d'EnR devraient représenter 350 GW, dont 90% de photovoltaïque et d'éolien, notamment grâce aux projets photovoltaïques en Chine et dans l'UE.
- La cible chinoise de 1200 GW de capacités éoliennes et solaires d'ici 2030 devrait être atteinte 5 ans plus tôt selon l'AIE, en 2025.

Electricité à base d'EnR :

- Les EnR devraient représenter 38% du mix électrique mondial d'ici 2027 (soit 12 400 TWh), et ainsi dépasser le charbon comme source principale d'électricité en 2025.
- Parmi ces 38%, 20% proviendraient du photovoltaïque et de l'éolien. L'hydroélectrique resterait la première source d'électricité renouvelable, mais en augmentation bien moins rapide que l'éolien et le solaire.
- Cette accélération des EnR est due notamment à la Chine (14^{ème} Plan Quinquennal et réformes de marché), l'Union Européenne (REPowerEU), les USA (US Inflation Reduction Act), et l'Inde.

Photovoltaïque :

- Les capacités installées de solaire photovoltaïque, très compétitif, devraient augmenter de 1500 GW, dépassant celles de l'hydroélectrique en 2024, du gaz naturel en 2026, et du charbon en 2027.

- Les prévisions tablent sur des investissements de 90 Mds USD de la part de la Chine dans la chaîne de valeur du photovoltaïque (soit trois fois plus que le reste du monde combiné). La Chine conserverait ainsi sa domination, bien que relativement affaiblie, sur la chaîne de valeur photovoltaïque. Cependant, en raison d'une croissance plus rapide de la production par rapport à la demande, les capacités de production additionnelles de la Chine pourraient être inutilisées (jusqu'à 50% d'inutilisation).

Eolien :

- Les capacités installées d'éolien devraient augmenter de 570 GW, avec l'éolien *onshore* augmentant annuellement de 74 à 109 GW d'ici 2027, et l'éolien *offshore* augmentant de 30 GW d'ici 2027, poussé notamment par des politiques incitatives en Chine, dans l'UE et aux USA.

Hydrogène :

- Les capacités renouvelables dédiées à la production d'hydrogène vert devraient être multipliées par 100, soit 50 GW d'ici 2027, offrant l'opportunité de décarboner les secteurs de l'industrie et du transport. La Chine devrait compter pour un tiers de cette augmentation.

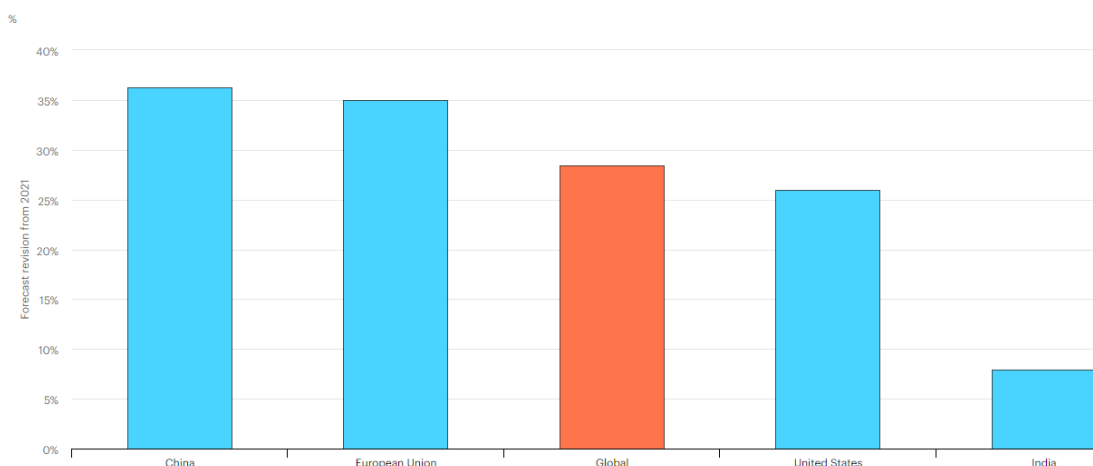
Biocarburant :

- La demande de biocarburant augmenterait de 20% d'ici 2027. 60% de l'expansion globale de bioénergie est due à la Chine, grâce au soutien provincial aux projets de revalorisation des déchets.

Chaleur :

- La consommation de chaleur, qui représente près de 50% de la consommation d'énergie globale, augmenterait de 6% annuellement de 2022 à 2027. Les activités industrielles seront les plus gros moteurs de cette croissance, avec la Chine représentant 40% de l'augmentation de la demande en chaleur industrielle, mais faisant également le plus de progrès en termes de consommation de chaleur à base de renouvelables.
- Les renouvelables modernes (excluant les utilisations traditionnelles de la biomasse et les pompes à chaleur, selon la définition de l'AIE) représentent 14% de la consommation de chaleur en 2027, dont 13% dans les applications industrielles, ce qui est insuffisant pour contenir une augmentation des énergies fossiles (+7% d'émissions de CO₂ par an, soit +1 Gt de CO₂ d'ici 2027).
- L'électricité compterait pour 9% de la chaleur consommée d'ici 2027, représentant la plus grosse accélération, grâce au déploiement des pompes à chaleur, à l'utilisation de l'électricité dans les processus industriels non intensifs en énergie, et au recyclage de la ferraille dans les fours à arc électriques. La Chine mènerait cette accélération de l'électrification de la consommation de chaleur.
- Au niveau de la consommation de chaleur dans les bâtiments, censée baisser de 3,6 EJ d'ici 2027, la Chine et l'UE représentent la plus grosse réduction (80% du total), la Chine notamment grâce au déclin de l'utilisation de biomasse traditionnelle inefficace. L'utilisation des EnR modernes augmenterait de 30% (+3,2 EJ), pour atteindre 16% en 2027, avec la Chine représentant un tiers de cette augmentation.

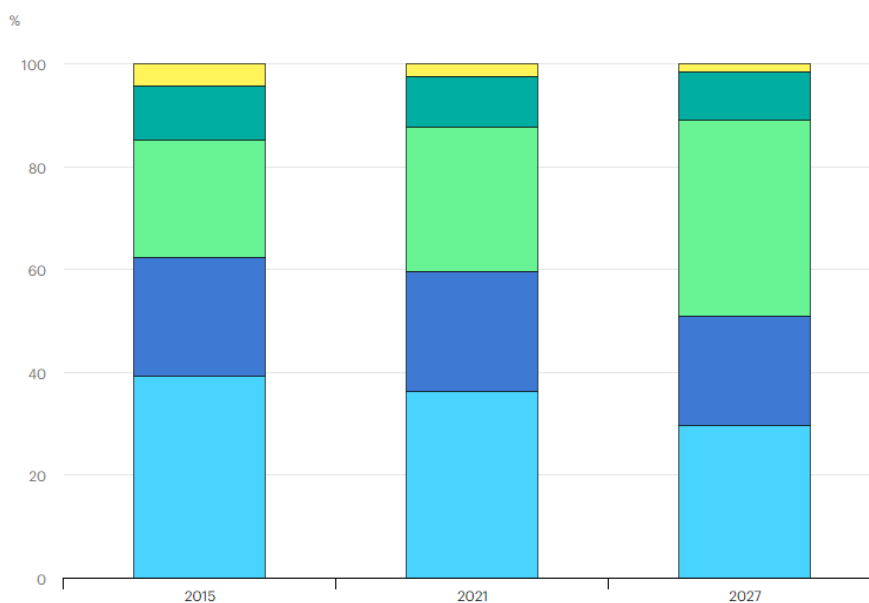
Upward revisions to renewable capacity expansion forecasts from Renewables 2021 to Renewables 2022



Source : IEA, Upward revisions to renewable capacity expansion forecasts from Renewables 2021 to Renewables 2022, IEA, Paris <https://www.iea.org/data-and-statistics/charts/upward-revisions-to-renewable-capacity-expansion-forecasts-from-renewables-2021-to-renewables-2022>, IEA. Licence: CC BY 4.0

Global electricity generation by technology, 2015, 2021 and 2027

Open



IEA. Licence: CC BY 4.0

Source : IEA, Global electricity generation by technology, 2015, 2021 and 2027, IEA, Paris <https://www.iea.org/data-and-statistics/charts/upward-revisions-to-renewable-capacity-expansion-forecasts-from-renewables-2021-to-renewables-2022>, IEA. Licence: CC BY 4.0

Energie / Climat : Coopération énergétique et climatique renforcée entre la Chine et l'Arabie Saoudite à l'issue de la visite de Xi Jinping en Arabie Saoudite

Xi Jinping s'est rendu en Arabie Saoudite et a participé à un sommet avec les Etats du Conseil de coopération du Golfe (comprenant l'Arabie saoudite, Oman, le Koweït, Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar) du 7 au 9 décembre 2022. A l'issue de ses échanges avec le Roi Salmane et le prince héritier Mohammed ben Salmane, un accord de partenariat stratégique global entre la Chine et l'Arabie saoudite a été signé, et les chefs d'Etat ont convenu de se rencontrer tous les deux ans.

Au total, 34 accords bilatéraux ont été signés, dont plusieurs sur le développement de l'énergie éolienne et des autres énergies renouvelables, sur l'hydrogène, mais également sur les technologies de l'information, les transports, les services cloud, l'industrie médicale, l'industrie pétrochimique, la logistique, la construction, et le logement. La Chine est aujourd'hui est le premier partenaire commercial de l'Arabie saoudite, leurs échanges bilatéraux ont atteint près de 90 milliards USD en 2021, dont 95% concernent le pétrole, les produits plastiques, et les produits chimiques.

Côté énergie, un [communiqué](#) publié le 9 décembre évoque la volonté des dirigeants chinois et saoudien de renforcer leur partenariat énergétique, et leur attention à la stabilité du marché énergétique mondial, notamment pétrolier. En outre, des rumeurs non confirmées évoquent la possibilité de paiement des importations gazières et pétrolières en devise chinoise, et non plus en dollars. La Chine est la première importatrice de pétrole au monde (210 millions de tonnes en 2021), et l'Arabie Saoudite est devenue sa première source d'importations de pétrole en 2021 (17% des importations chinoises de pétrole). Aramco et Shandong Energy group ont d'ailleurs annoncé à l'issue de cette visite présidentielle leur volonté de coopérer dans les domaines pétrochimiques et de raffinage en Chine. La Chine a affirmé vouloir poursuivre ses importations de larges quantités de pétrole sur le long-terme et augmenter ses importations de GNL provenant des pays du Conseil de coopération du Golfe.

Côté climat, les deux partenaires souhaitent coopérer pour mettre les pays développés face à leurs responsabilités historiques, réduire leurs propres émissions, et soutenir les pays en développement à lutter contre le réchauffement climatique. La Chine a applaudi l'initiative « Green Middle East », un programme lancé en 2021 par le prince Mohammed ben Salmane, pour réduire les émissions carbone de la région du Golfe et atteindre la neutralité carbone en 2050.

Climat / Biodiversité : Sujets climat et biodiversité évoqués lors de l'entretien Charles Michel / Xi Jinping le 1^{er} décembre

Charles Michel, président du Conseil européen, s'est rendu en Chine le 1^{er} décembre 2022 pour s'entretenir avec Xi Jinping. Lors de leur discussion de trois heures, les deux dirigeants ont affirmé leur volonté de coopérer sur les sujets climatiques et biodiversité. D'après le [communiqué du Conseil européen](#), Charles Michel a ainsi évoqué la nécessité de mieux coopérer sur les défis mondiaux, tels que le changement climatique, défis qui nécessitent une implication « à l'échelle mondiale » qui ne peut « se faire sans la Chine ». Charles Michel a également rappelé que « la Chine a un rôle majeur à jouer en ce qui concerne des questions d'intérêt commun, en particulier pour les pays en développement, sur les questions énergétiques », entre autres. Le [communiqué du Ministère chinois des Affaires Etrangères](#) rapporte les propos de Xi Jinping sur la nécessité de « travailler ensemble sur le

développement vert, la protection environnementale et les nouvelles énergies », ainsi que sur « l'importance de la coordination et de la coopération dans les affaires internationales », notamment « la réponse globale au changement climatique et la lutte pour la protection de la biodiversité, ainsi que la sécurité énergétique ». Le prochain sommet UE-Chine devrait avoir lieu en 2023.

Energie : La China National Offshore Oil Corporation met en opération le premier projet de capture de carbone offshore en Chine

D'après [CCTV](#), la China National Offshore Oil Corporation a lancé le 7 décembre 2022 la première phase de son champ pétrolier Enping 15-1, auquel est adossée une unité de CCUS (*carbon capture, utilization and storage*) offshore dans la mer de Chine méridionale. 300 000 tonnes de CO₂ devraient ainsi pouvoir être stockées chaque année. Pour rappel, les technologies CCUS font partie des domaines clés d'innovations en matière d'énergie propre du 14^e plan quinquennal (2021- 2025). 16 projets sont en cours ou achevés, tel que le plus grand projet de CCUS en Chine, lancé par Sinopec en août dernier (stockage d'1 million de tonnes de CO₂ par an) ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 5 septembre 2022](#)).

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Covid-19 : les voyageurs arrivant à Hong Kong peuvent désormais se rendre dans tous les lieux publics dès leur arrivée sur le territoire

Le gouvernement hongkongais a supprimé toutes les restrictions en vigueur dans le cadre de la politique « 0+3 », qui interdisait l'accès des visiteurs aux bars, restaurants, et salles de sport dans les 3 jours suivant leur arrivée à Hong Kong. Depuis le 14 décembre, tous les lieux publics sont donc accessibles sans restriction sous réserve d'un test PCR négatif à l'arrivée. Les clients de certains lieux (restaurants, salles de sport, salons de la beauté...) devront présenter une preuve de vaccination, mais ne seront plus contrôlés par l'application de traçage *LeaveHomeSafe*. Ceux qui souhaitent se rendre en Chine ou à Macao n'auront qu'à présenter un résultat PCR négatif de moins de 48 heures au lieu d'un test supplémentaire aux points frontaliers.

Les personnes testées positives à l'arrivée reçoivent toujours un code de santé « rouge » et doivent être en quarantaine à leur domicile ou à l'hôtel pendant un minimum de 5 jours au lieu de 7 précédemment.

L'Office du tourisme de Hong Kong a de son côté annoncé le retour l'an prochain sur le Territoire de quatre salons professionnels qui s'étaient exilés à Singapour ou Bangkok : *Cosmoprof Asia*, *Jewellery & Gem World Hong Kong*, *Jewellery & Gem Asia Hong Kong* et *Asia Fruit Logistica*.

Présence étrangère à Hong Kong : le nombre de filiales étrangères a diminué de 0,8 % à 8 978 en un an

Selon le [rapport](#) publié le 24 novembre par le *Census and Statistics Department*, Hong Kong comptait en juin dernier 8 978 filiales étrangères (-0,8 % par rapport à juin 2021) dont 1 411 sièges régionaux (-3,2 %).

Le nombre de filiales d'entreprises chinoises a continué de progresser (+1,6% en g.a. à 2 114) alors que celles d'autres pays ont globalement diminué de -1,5 % à 6 864. Le Japon a stabilisé sa présence avec 1 388 filiales, devant les Etats-Unis (1 258) et le Royaume-Uni (655), en recul de -0,7 % et -1,8 % respectivement. Singapour a en revanche progressé (+3,1 % à 463 filiales) ainsi que l'Allemagne (+1,4% à 424) tandis que la France a diminué de -1,1 % à 365 filiales.

Le nombre de sièges régionaux s'est à nouveau réduit (-3,2 % à 1 411 en 2022 après -3,1 % à 1 457 en 2021). Les États-Unis ont ainsi perdu 14 sièges régionaux, le Royaume-Uni 4 et la France 9. La Chine est en conséquence passée en tête pour la première fois avec 251 sièges régionaux, suivie par les Etats-Unis (240), le Japon (212), le Royaume Uni (134), l'Allemagne (92) puis la France en 6^{ème} position (80).

Politique monétaire : la HKMA relève son taux directeur de 0,5 point, en conséquence d'une nouvelle remontée des taux directeurs de la FED

L'autorité monétaire hongkongaise (HKMA) a annoncé le 15 décembre une hausse de 50 points de base (bps) de son taux directeur (« Base Rate ») suite à la hausse de 50 bps des taux américains la veille, conformément à la règle de calcul du Base Rate. Le taux directeur hongkongais atteint ainsi 4,75 %, soit son niveau le plus élevé depuis 15 ans, contre 0,5 % en début d'année. Il s'agit de la 7^{ème} remontée du taux directeur hongkongais en 10 mois.

Suite à cette décision, les principales banques de Hong Kong ont annoncé une nouvelle hausse de leur taux d'intérêt préférentiel ou « prime rate » (taux le plus bas pouvant être offert à un emprunteur considéré comme très solvable), de 25 bps en moyenne.

Macao

Tourisme : hausse du nombre de visiteurs de 76,8 % en g.a. en octobre

Les arrivées de visiteurs à Macao ont diminué de 18,7 % en g.a (4 944 438 personnes) au cours des dix premiers mois de l'année. En octobre, le nombre de visiteurs à Macao a cependant augmenté de 76,8 % en g.a et de 4% par rapport à septembre avec 580 333 arrivées (dont 518 843 en provenance de Chine) à l'occasion des jours fériés de la *Golden Week*.

Pour mémoire, les visiteurs chinois sont exemptés de quarantaine à Macao mais doivent toujours présenter un test COVID-19 négatif de moins de 48 heures pour les arrivées par avion et de moins de 24 heures pour les arrivées depuis la ville frontalière de Zhuhai. Depuis le 9 décembre 2022, les visiteurs en provenance des zones à faible risque en Chine ne sont plus testés à leur arrivée à Macao.

Taiwan

Deux rives : nouvelles suspensions sur les exportations taïwanaises de produits agroalimentaires vers la Chine

Les douanes chinoises ont annoncé jeudi 8 décembre 2022 la [suspension des exportations taïwanaises vers la Chine de produits aquatiques, puis un embargo sur les alcools de l'île](#) le lendemain (bière et Kaoliang). Les produits aquatiques sont le 1er poste des exportations agricoles taïwanaises (27 % du total, 1,3 Md USD sur les onze premiers mois de l'année), avec pour principaux pays clients le Japon, la Thaïlande, les Etats-Unis et la Chine. Quant aux alcools, la valeur d'exportation s'établit à 122 MUSD, soit moins de 3 % du total des exportations agricoles taïwanaises, avec la Chine comme première destination (63 MUSD). Les douanes chinoises indiquent que les importateurs taïwanais « n'ont pas complété de manière exhaustive leur dossier de demande d'enregistrement conformément à la réglementation mise en place en avril 2021 ». Selon leur site « Registration information of overseas manufacturers of imported food », ce sont plus de 2 400 dossiers d'enregistrement en provenance de Taiwan qui étaient suspendus à la date du 10 décembre dernier. Il s'agit de la sixième vague de mesures chinoises prises à l'encontre des exportateurs de produits agroalimentaires taïwanais depuis début 2021. Ces mesures portent jusqu'ici principalement sur les fruits (ananas, pommes cannelles, jamboses...) et les poissons (mérus, sabres, chinchards), produits phares des exportations taïwanaises vers la Chine. D'après les [statistiques du conseil de l'agriculture \(COA\)](#) de Taiwan, les exportations taïwanaises vers la Chine de produits agroalimentaires ont diminué de 38 % en g.a., à 633 MUSD au cours des onze premiers mois 2022. La Chine, qui représente désormais 13 % des exportations agroalimentaires taïwanaises (contre près de 20 % en 2021), est devenue le troisième client de l'île, derrière les Etats-Unis (18 %) et le Japon (16 %), alors qu'elle en était le premier client entre 2013 et 2021. Les autorités taïwanaises ont décidé de porter une nouvelle fois ce sujet devant le comité OTC de l'OMC.

Deux rives : une délégation taïwanaise du CSCS en visite à Beijing

A la suite du forum sur le développement de l'économie numérique et bas carbone de novembre 2022, les représentants taïwanais et chinois de l'Association des entrepreneurs interdétroit, Cross-Strait CEO Summit (CSCS) ont convenu de coopérer sur le développement de véhicules électriques et autonomes. Cette discussion s'est tenue dans le cadre de la visite de la délégation taïwanaise à Pékin, dirigée par l'ancien Premier ministre [LIU Chao-hsuan](#) (KMT). Il était notamment accompagné de l'ancien Vice-Premier Ministre DUH Tyzz-jiun (KMT), des anciens ministres des affaires économiques Steve CHEN et YIIN Chii-ming (KMT), de représentants de l'Institut de recherche en technologies industrielles (ITRI), du Conseil pour le développement du commerce extérieur de Taiwan (TAITRA). Ils ont été reçus par le Président du comité CSCS chinois Guo Jinlong, [YIN Li](#) (Secrétaire du Parti communiste de Pékin) et [LIU Jieyi](#) (Directeur du bureau des affaires taïwanaises). Il s'agit de la première partie de la visite officielle de LIU avant qu'il ne se rende dans le Jiangsu, puis le Fujian pour assister à la réunion annuelle des entrepreneurs du détroit, prévue à Xiamen le 20 décembre.

Eolien en mer : le Bureau de l'énergie annonce la liste des six développeurs vainqueurs d'un AO portant sur une tranche de 3 GW

Le Bureau de l'énergie (BOE) vient d'annoncer [la liste de 6 entreprises](#) sélectionnées pour développer une première tranche de 3 GW sur 2026-2027 (ce contrat s'inscrit dans la troisième phase de 15 GW développée entre 2026-2035) : Copenhagen Infrastructure Partners, Corio Generation, Northland Power, Synera Renewable Energy, Taiya Renewable Energy et Skyborn Renewable Taiwan. Dix nouveaux parcs éoliens situés au large des côtes de Miaoli et Changhua vont voir le jour d'ici 2026-2027. Le détail de la configuration des champs sera annoncé avant la fin de l'année, le BOE devant exclure tout risque de chevauchement entre fermes. Taiwan compte actuellement 190 éoliennes installées en mer. [L'objectif de 20% de production d'électricité d'origine renouvelable en 2025](#) a été révisé à 15% en raison notamment des retards pris par la filière pendant la pandémie de covid.

Energie : nouveaux amendements à la loi de 2016 sur l'énergie

Le Ministère des Affaires économiques a transmis au Yuan législatif de [nouveaux amendements](#) à la loi sur les énergies renouvelables. Ces derniers portent principalement sur la production et la consommation des énergies renouvelables à Taïwan dans le but d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Le gouvernement propose notamment de simplifier les procédures administratives qui contraignent le secteur, et d'élargir les zones de développement des ENR. Ainsi, l'énergie éolienne en mer ne serait plus limitée aux eaux territoriales, les centrales à biomasse de type combustion aux zones industrielles, et la production de centrales hydroélectriques aux installations existantes. Dans le secteur du solaire, les autorités ont inscrit dans la loi l'obligation d'installer des panneaux solaires sur les toits des nouvelles constructions ou sur ceux des bâtiments agrandis ou rénovés. Selon les statistiques du [ministère de l'Intérieur](#), le nombre de foyers nouveaux et rénovés sur le long terme pourrait s'élever à 100 000 foyers, représentant un marché de plus de 10 Mds TWD pour les entreprises du secteur. Le Bureau de l'énergie, qui s'est inspiré du « Berlin Solar energy act », précise que les échéances de mise en application seront spécifiées [ultérieurement](#).

Industrie : Les actions du fabricant de vélo Giant plongent après une demande de report de paiements à ses fournisseurs

Dans une lettre à ses fournisseurs, le Directeur de production de Giant, [Yen Chin-hsin](#) demande un report de paiement de 45 jours, à 135 jours au total. A la suite de cette annonce, l'action de la société a plongé de 8 %. Les [fournisseurs](#) concernés sont Cheng Shin Rubber Industry (propriétaire de la marque de pneu Maxxis), Kenda Rubber Industrial et le fabricant de chaîne de vélo KMC Kuei Meng International. Les difficultés du groupe s'expliquent, suite aux différents déconfinements observés dans le monde, à un ralentissement de la demande et à une augmentation des inventaires. Par communiqué de presse, Giant a souligné qu'une augmentation de capital de 6,7 Mds TWD (208 MEUR) avait été effectuée en novembre dernier, et que le niveau des inventaires devrait revenir à la normale avant la fin du premier semestre 2023.

Retour au sommaire ([ici](#))



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication :

Rédacteurs :

Jean-Marc Fenet

Thomas Carré, Thibault Alix, Zilan Huang, Yang Jingxia, Orhan Chiali, Baptiste Gosson-Brion, Furui Ren, Marie-Pia Lebrun, Antoine Moisson, Laureen Calcat, Julien Boudet, François Lemal, Cyril De Mesmay, Li Wei, Pierre Moussy, Camille Fourmeau, Philippe Baudry, Florian Surre, Odile Huang, Max Chang, Charlotte Lau, Alain Chouan, Pascal Millard, Maria Girard

Revu par :

Axel Demenet

Pour s'abonner :

baptiste.gosson-brion@dgtresor.gouv.fr